

## Politique de protection des données à l'égard des lanceurs d'alerte

### IDENTIFICATION DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

La SC Société wallonne des eaux, inscrite à la BCE sous le n° 0230.132.005, société de droit public dont le siège social est situé à 4800 VERVIERS Rue de la Concorde, 41, (ci-après la SWDE), qui traite et protège vos données à caractère personnel et votre vie privée conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) et à toute règle applicable en matière de protection de la vie privée en relation avec le traitement des données à caractère personnel. La SWDE agit en tant que responsable du traitement des données.

Cette Politique de protection des données explique les finalités du traitement de vos données à caractère personnel en tant que lanceur d'alerte et de dénonciateur de fraude, la manière dont nous collectons, traitons et assurons la protection de toutes les données à caractère personnel fournies, la manière dont ces données à caractère personnel sont utilisées et les droits dont vous disposez par rapport à vos données à caractère personnel. Elle précise également les coordonnées que vous pouvez utiliser pour exercer vos droits.

En signalant une alerte soit via l'adresse électronique "[signalement@swde.be](mailto:signalement@swde.be)" soit par remise de documents en personne au délégué à la protection des données de la SWDE, vous nous communiquez des données à caractère personnel vous concernant.

Notre société se conforme scrupuleusement à la législation applicable dans ce domaine comme dans tous les autres. Voici comment :

### POURQUOI TRAITONS-NOUS VOS DONNÉES ?

<b>1) LANCEUR D'ALERTE (art 13 RGPD)</b>	
<b>Finalité</b>	<p>Les données transmises à la SWDE sont utilisées afin d'envoyer un accusé de réception du signalement à son auteur et ce, dans les 7 jours qui suivent la réception dudit signalement.</p> <p>Les données sont également traitées pour assurer le suivi du signalement, c'est-à-dire toute mesure prise par le destinataire du signalement ou toute autorité compétente pour évaluer l'exactitude des allégations formulées dans le signalement, et, le cas échéant, pour remédier à la violation signalée.</p>
<b>Base(s) juridique(s)</b>	<p>Le traitement de ces données est consenti par l'auteur du signalement (article 6.1.a) RGPD).</p> <p>Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement (article 6.1.e) RGPD).</p> <p>Le traitement de ces données est également nécessaire aux fins d'intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement dans le but de remédier à la potentielle violation reportée (article 6.1.f) RGPD).</p>

<p><b>Catégories de données</b></p>	<p><b><i>Au stade de l'émission du signalement</i></b></p>	<p>Seules les données nécessaires à la poursuite des finalités du traitement doivent être collectées et traitées.</p> <p>Les coordonnées de l'auteur du signalement nécessaires pour donner suite à son alerte sont collectées et traitées.</p>
	<p><b><i>Au stade de l'instruction du signalement</i></b></p>	<p>Seules les informations pertinentes et nécessaires au regard des finalités du traitement et de l'instruction sont collectées et/ou conservées dans le dispositif du signalement.</p>
<p><b>Durée</b></p>	<p><b><i>Lorsque le signalement débouche effectivement sur une violation ou une fraude</i></b></p>	<p>Les données sont traitées et conservées lorsqu'une procédure judiciaire est engagée à l'encontre de la personne visée par le signalement jusqu'au terme de la prescription des recours à l'encontre de la décision.</p> <p>Si une procédure pénale est engagée, alors le délai est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 ans pour les délits</li> <li>- 1 an pour les délits contraventionnalisés</li> </ul> <p>En cas d'action en responsabilité civile, le délai de conservation et de traitement des données est de 5 ans (article 1382 C.Civil).</p> <p>En cas d'action en responsabilité contractuelle, le délai est de 10 ans.</p>
	<p><b><i>Lorsque aucune violation ou fraude n'est constatée à la suite du signalement</i></b></p>	<p>Les données collectées et traitées doivent être détruites ou anonymisées par la SWDE dans un délai de deux mois à compter de la clôture de l'enquête s'il en découle qu'aucune violation ou fraude n'est à constater.</p>
<p><b>Destinataires</b></p>	<p>La communication des données est nécessaire à la SWDE ainsi qu'au délégué à la protection des données, ou, le cas échéant, vis-à-vis des</p>	

	autorités compétentes. Elles seront également communiquées à la personne faisant l'objet du signalement, sous réserve d'exceptions.
--	---

<b>2) PERSONNE FAISANT L'OBJET DU SIGNALEMENT (art 14 RGPD)</b>		
<b>Finalité</b>	Les données transmises à la SWDE concernant la personne faisant l'objet du signalement sont utilisées afin de vérifier si une violation ou une fraude a été commise par cette personne.	
<b>Base(s) juridique(s)</b>	<p>Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement (article 6.1.e) RGPD).</p> <p>Le traitement de ces données est également nécessaire aux fins d'intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement dans le but de remédier à la potentielle violation reportée (article 6.1.f) RGPD).</p>	
<b>Catégories de données</b>	<b>Au stade de l'émission du signalement</b>	<p>Les données collectées et traitées sont celles permettant d'identifier la personne faisant l'objet du signalement.</p> <p>Il doit également être communiqué à cette personne, dans un délai raisonnable ne pouvant excéder un mois à la suite de l'émission du signalement, la source d'où proviennent les données à caractère personnel la concernant.</p> <p>Exceptionnellement, il sera possible de déroger au droit de la personne concernée d'être informée en cas de collecte par un tiers de ces informations. Trois cas de figures sont à noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La personne concernée est déjà au courant de l'enquête ayant lieu à son endroit ;</li> <li>- La SWDE peut justifier la non-communication de ces informations si cela risque de compromettre la réalisation des objectifs du traitement ;</li> <li>- La fourniture de ces informations se révèle impossible ou exigerait des</li> </ul>

		efforts disproportionnés pour la SWDE.
	<b>Au stade de l'instruction du signalement</b>	Dans le cas où une enquête serait ouverte dans le but de vérifier les faits allégués par la personne signalante, toutes les données nécessaires et relatives à l'enquête peuvent être collectées, y compris les comptes rendus des opérations de vérification, la suite donnée au signalement et les courriers de signalement.
<b>Durée</b>	<b>Lorsque le signalement débouche effectivement sur une violation ou une fraude</b>	<p>Les données sont traitées et conservées lorsqu'une procédure judiciaire est engagée à l'encontre de la personne visée par le signalement jusqu'au terme de la prescription des recours à l'encontre de la décision.</p> <p>Si une procédure pénale est engagée, alors le délai est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 ans pour les délits</li> <li>- 1 an pour les délits contraventionnalisés</li> </ul> <p>En cas d'action en responsabilité civile, le délai de conservation et de traitement des données est de 5 ans (article 1382 C.Civil).</p> <p>En cas d'action en responsabilité contractuelle, le délai est de 10 ans.</p>
	<b>Lorsque aucune violation ou fraude n'est constatée à la suite du signalement</b>	Les données collectées et traitées doivent être détruites ou anonymisées par la SWDE dans un délai de deux mois à compter de la clôture de l'enquête s'il en découle qu'aucune violation ou fraude n'est à constater.
<b>Destinataires</b>	<p>La communication de vos données est nécessaire à la SWDE ainsi qu'au délégué à la protection des données, ou, le cas échéant, vis-à-vis des autorités compétentes.</p> <p>Les informations pourront, dans une certaine mesure, être également communiquées à l'auteur du signalement dans le cadre d'un retour d'informations et suivi de la procédure.</p>	

## LOCALISATION DE VOS DONNEES

**Dans l'Union européenne** – Vos données sont en principe exclusivement stockées sur des serveurs localisés au sein de l'U.E.

**En cas de transfert hors Union européenne** – Vos données ne font l'objet d'un transfert vers un pays n'offrant pas un niveau de protection adéquat que si le traitement de votre demande exige le partage d'informations avec des tiers situées dans des pays non-membres de l'UE.

Dans cette hypothèse, nous veillons bien entendu à ce que les destinataires soient obligés à respecter les mêmes standards de protection des données que dans l'UE par le biais de clauses contractuelles appropriées. Vous pouvez obtenir une copie de ces garanties sur simple demande.

## PROTECTION DE VOS DONNEES

**Sécurité technique et organisationnelle** – Nous mettons en œuvre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer un niveau adéquat de sécurité concernant vos données, notamment en vue de les prémunir de toute fuite, perte, destruction, divulgation publique, accès non autorisé ou autre usage abusif.

## QUELS SONT VOS DROITS ?

**Information** – Ce droit est exercé par le biais du présent document. Si parmi les données traitées figurent les données de votre personnel, vous vous portez fort de leur faire prendre connaissance de ce document.

**Accès et rectification** – Vous disposez du droit d'accéder à vos données et de les faire rectifier le cas échéant.

**Opposition** – Vous pouvez vous opposer au traitement de vos données que nous faisons sur la base de notre intérêt légitime.

**Retirer votre consentement** – Lorsque les données sont traitées en vertu de votre consentement, vous pouvez à tout moment revenir sur cette décision, sans remettre en cause le traitement passé.

**Effacement** – Vous pouvez obtenir l'effacement de vos données ou la limitation du traitement dans les conditions prévues aux articles 17 et 18 du Règlement général sur la protection des données.

**Portabilité** – Les données que vous nous avez fournies peuvent vous être communiquées ou transmises sous format électronique.

## À QUI VOUS ADRESSER ?

Le responsable de traitement de vos données (La SC Société wallonne des eaux, inscrite à la BCE sous le n° 0230.132.005, société de droit public dont le siège social est situé à 4800 VERVIERS Rue de la Concorde, 41) se tient à votre disposition pour toute question et, moyennant justification de votre identité, pour toute demande relative aux droits exposés ci-dessus.

Si vous désirez de plus amples informations, ou si vous souhaitez introduire une réclamation, vous pouvez contacter l'Autorité de Protection des Données (Rue de la Presse, 35 – 1000 Bruxelles, Tél. + 32 2 274 48 00 – <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte>).

## **MODIFICATION**

La présente politique peut, à tout moment, pour diverses raisons, faire l'objet de corrections, d'ajouts ou de modifications. La version la plus actuelle peut être consultée en permanence sur notre site internet. Nous vous invitons à la consulter régulièrement.

## **DROIT APPLICABLE**

La présente politique est régie par le droit belge. Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente politique sera soumis au droit belge.